

## Israël, 75 ans d'histoire et de crises

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclamait la création de l'Etat israélien. Septante-cinq ans plus tard, qu'est devenue l'utopie sioniste ? Comment la mémoire palestinienne de la « Nakba », la « catastrophe », perdure-t-elle ? Et surtout qu'est devenu Israël ?

1/4

PROCHE-ORIENT

# A 75 ans, Israël est en « pleine crise systémique »

Il y a 75 ans, l'Etat d'Israël était créé.

En 2023, les Israéliens battent le pavé comme jamais dans l'histoire du pays.

Le chercheur David Khalfa décrypte les ressorts de cette crise existentielle.



ENTRETIEN

PAULINE HOFMANN

Des femmes déguisées en servantes écarlates manifestent à Tel Aviv contre un projet de réforme judiciaire du gouvernement de Binyamin Netanyahu, qui ébranle les fondements démocratiques du pays. © PHOTO NEWS.

Israël est désormais une vieille dame, mais qui n'a jamais soigné ses maladies de jeunesse. Septante-cinq ans après la proclamation de David Ben Gourion, l'Etat hébreu est en crise existentielle. Depuis près de six mois, des milliers d'Israéliens manifestent contre un projet de réforme judiciaire qui ébranle les fondements démocratiques du pays. Mais, derrière cette colère populaire, se cache une crise identitaire d'un Etat qui se définit comme juif et démocratique. Décryptage avec David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean Jaurès.

## A 75 ans, Israël vit-il une crise existentielle ?

Cela ne fait aucun doute. Ce pays traverse indéniablement la crise intérieure la plus grave de son histoire. C'est une crise systémique à soubassement identitaire qui fait suite à une longue crise politique ponctuée par cinq élections successives en moins de quatre ans. Israël est dans une impasse politico-institutionnelle mais aussi sociétale.

Jusqu'ici, le sort personnel et politique du Premier ministre, Binyamin Netanyahu, structurait le débat public et le clivage partisan. Mais aujourd'hui, la question n'est plus seulement « Bibi or not Bibi ».

La question centrale qui est posée à Israël est celle de son identité nationale. « Qui sommes-nous et où allons-nous », se demandent les Israéliens. Or, la société israélienne, qui est très polarisée, a du mal à répondre à cette question philosophico-politique.

Cette question travaille en profondeur Israël depuis sa création. Elle se joue autour de l'articulation entre la double identité juive et démocratique de ce pays. Cette dualité identitaire a toujours fait l'objet d'un équilibre précaire, mais faisait malgré tout consensus, au-delà du clivage droite-gauche. Ce consensus a volé en éclats avec l'émergence d'une nouvelle droite radicalisée et anti-libérale, alliée à une extrême droite revancharde.

Israël est acclamé par ses partisans comme la seule vraie démocratie du

Moyen-Orient, un statut qu'elle défend depuis 75 ans. Mais le restera-t-elle, eu égard aux projets du gouvernement Netanyahu ?

Le narratif israélien autour de la démocratie est le reflet d'une réalité incontestable. Israël est une démocratie dans ses frontières internationalement reconnues. Le pays a une culture démocratique solide qui s'est montrée résiliente dans un contexte géopolitique instable et belligère. Cette authentique culture démocratique fait par ailleurs partie intégrante du *soft power* israélien. C'est un outil de diplomatie publique utilisé à l'international dans les relations d'Israël avec ses alliés, notamment les Etats-Unis et l'UE. Mais la coalition au pouvoir dilapide ce capital politico-moral. Si elle mettait à exécution son projet de réforme de la justice dans sa forme originelle, elle éliminerait alors le seul contre-pouvoir institutionnel dont ce pays dispose, à savoir la Cour suprême. Israël rejoindrait le camp des « démocraties illibérales » que sont la Pologne et la Hongrie.

Cette crise systémique a d'ailleurs des conséquences diplomatico-stratégiques qui se sont traduites par l'émergence de tensions entre le gouvernement israélien et l'administration américaine, alors même que Biden est un soutien de longue date d'Israël, se définissant lui-même comme sioniste. Mais il snobe publiquement Netanyahu. La stature morale d'Israël comme Etat démocratique est également structurante dans les relations que ce pays entretient avec l'Europe. Cette alliance n'est pas qu'une alliance d'intérêts, mais aussi une alliance de valeurs, structurée autour de la défense de l'humanisme, de l'Etat de droit ou encore de la démocratie libérale.

Israël peut-il sortir de la crise sans régler

son problème fondamental, c'est-à-dire ses relations avec la Palestine et les Palestiniens ?

Je ne le crois pas, en tout cas pas à long terme. Israël doit prendre à bras-le-corps la question palestinienne car elle a des répercussions politiques, morales et stratégiques : quel est l'avenir d'un pays qui ne dispose pas de frontières orientales et qui est confronté à un conflit endémique et enkysté avec une nation qu'il occupe militairement depuis un demi-siècle ? Cette question identitaire non résolue hante en effet Israël depuis 1967. L'extrême droite prétend combler ce vide en proposant une solution simple : l'annexion de la Cisjordanie au mépris des aspirations du peuple palestinien à l'autodétermination.

Le pays ayant connu plusieurs vagues d'attentats et de violences ayant ciblé les civils et ce depuis sa création, la question palestinienne n'est abordée que par le truchement de ses éventuelles répercussions sécuritaires. Mais cette perspective sécuritaire écrase tout, au détriment des aspects moraux, politiques et diplomatiques sous-jacents au maintien de l'occupation de la Cisjordanie, aspects qui sont très absents de la psyché collective israélienne.

La question palestinienne a cependant refait surface suite à l'expédition punitive de Huwara (des colons israéliens ont attaqué un village palestinien en Cisjordanie, NDLR). Les manifestants anti-gouvernementaux ont d'ailleurs fait la jonction à travers leurs slogans entre la question démocratique et la question palestinienne. Mais pour l'instant, l'urgence pour les Israéliens est de régler la crise interne. La question palestinienne est le troisième étage de la fusée.

Comment cela ? Le premier étage, c'est de faire aboutir le

processus de négociation entre la majorité et l'opposition sur les termes d'une réforme du système judiciaire. Mais on en est encore loin. Les alliés de Netanyahu, au sein du Likoud mais aussi à l'extrême droite, ne semblent vouloir faire aucun compromis. Le deuxième round de la bataille entre opposition et majorité se terminera sans doute par un KO.

Deuxièmement, il faut se souvenir de ce que disait Hannah Arendt des crises : celles-ci permettent de revenir aux questions essentielles. On assiste de ce point de vue à une effervescence intellectuelle en Israël, qui cherche des réponses à la crise que ce pays traverse : faut-il adopter une constitution écrite via la mise en place d'une assemblée constituante ? Faut-il redéfinir ce qu'est l'israélité, soit une identité nationale plus inclusive dans laquelle les citoyens juifs et arabes pourraient davantage se reconnaître ? Chez les centristes de droite comme de gauche, le sujet, désormais, c'est la reformulation d'un nouveau contrat social afin de parvenir à un compromis entre toutes les composantes de la société israélienne.

Car la société israélienne est très divisée entre ses différentes franges : ultra-orthodoxes, Palestiniens israéliens, Juifs laïcs... ?

Les gens qui manifestent ne sont pas tous des constitutionnalistes et des fervents lecteurs de Tocqueville ou de Montesquieu ! Ils ont compris qu'au-delà de la mécanique institutionnelle, la question qui se pose est celle du visage qu'aura Israël dans les 40 à 50 prochaines années. Car si cette crise a lieu alors qu'Israël fête ses 75 ans, c'est parce que les dynamiques démographiques ont changé le visage du pays. Israël est aujourd'hui une société multi-ethnique, multiconfessionnelle et multiculturelle. Le statu quo actuel entre laïcs et religieux, entre Juifs et Arabes, ne tient plus. Le pays a changé, les minorités religieuses pèsent de plus en plus dans la vie politique et la minorité arabe représente 21 % de la population. Il faut, à ce pays, retrouver les termes d'une conversation civique collective plus apaisée dans laquelle chacun pourra se retrouver.

L'UE annule un événement plutôt qu'y laisser parler un suprémaciste

La brouille risque de faire date. Le gouvernement israélien a déclenché les hostilités avec l'Union européenne ce dimanche. Le ministre d'extrême droite Itamar Ben Gvir a été désigné pour représenter la coalition au pouvoir lors d'un événement organisé par la représentation de l'Union européenne à Tel Aviv. Lors de la célébration de la Journée de l'Europe du 9 mai, le représentant israélien a insisté pour prendre la parole à la réception diplomatique. L'Union européenne a préféré saboter l'événement plutôt que d'ouvrir le micro à un suprémaciste juif, connu pour ses positions racistes et violentes.

« Malheureusement, cette année, nous avons décidé d'annuler la réception diplomatique, car nous ne voulons pas offrir une tribune à quelqu'un dont les opinions sont en contradiction avec les valeurs défendues par l'Union européenne », a indiqué dans un communiqué la représentation européenne en Israël. « Toutefois, l'événement culturel de la Journée de l'Europe destiné au public israélien sera maintenu afin de célébrer avec nos amis et partenaires en Israël les relations bilatérales fortes et constructives. »

Itamar Ben Gvir fait partie, aux côtés de Bezale Smotrich, des alliés embarrassants du Premier ministre Binyamin Netanyahu. Ce colon israélien enchaîne les polémiques et les positions problématiques. Jusqu'à il y a peu, il affichait par exemple sur le mur de son salon une photo de Baruch Goldstein, auteur d'un massacre de dizaines de personnes à Hébron en 1994. Le parti de Ben Gvir se réclame de Meïr Kahane, instigateur d'un mouvement interdit en Israël en raison de ses messages racistes. PHN